

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE D'ESCOMPTE

Société Anonyme au capital de 16 000 000 euros
Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann - 75009 PARIS
562 102 913 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels sociaux et consolidés 2024 approuvés par l’A.G.O. du 27 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société BANQUE D’ESCOMPTE - BANQUE WORMSER FRERES relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion ainsi exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
La Banque d’Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l’incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d’échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique.
La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes.	
Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels, les créances douteuses présentant un risque de non- recouvrement partiel ou total	Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d’identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d’estimation des dépréciations.

<p>font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes provisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes annuels, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.</p>	<p>Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non-recouvrement.</p>
--	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Mazars était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption.

Le cabinet Cailliau Dedouit et Associés a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 8 juin 2023.

A la date de clôture, le cabinet Cailliau Dedouit et Associés était dans la seconde année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie le 9 mai 2025
Les commissaires aux comptes

FORVIS MAZARS
Bertrand DESPORTES
Associé

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES
Sandrine LE MAO
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2024**Bilan avant répartition****ACTIF**
en euros

	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	182 026 996	125 202 618
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	9 177 838	79 183 743
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	10 904 180	14 067 520
Opérations avec la clientèle (note 3)	326 808 625	332 756 277
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	468 157	968 866
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	13 218 840	20 685 964
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	185 885	385 211
Parts dans les entreprises liées (note 4)	1 400 000	1 400 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	606 171	812 366
Immobilisations corporelles (note 5)	2 157 011	1 228 935
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs (note 6)	8 884 377	14 361 707
Comptes de régularisation (note 7)	3 023 427	4 013 672
Total	558 861 507	595 066 880

PASSIF
en euros

	31.12.2024	31.12.2023
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	15 222 426	30 115 893
Opérations avec la clientèle (note 9)	481 174 072	506 249 899
Dettes représentées par un titre (note 9)	-	-
Autres passifs (note 10)	6 208 664	4 945 510
Comptes de régularisation (note 11)	8 752 200	5 736 529
Provisions pour risques et charges	190 000	640 087
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG (note 12)	47 314 145	47 378 963
- Capital souscrit	16 000 000	16 000 000
- Primes d'émission	-	-
- Réserves	14 200 000	14 200 000
- Ecart de réévaluation	-	-
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	16 730 963	15 746 817
- Résultat de l'exercice	383 182	1 432 146
Total	558 861 507	595 066 880

HORS-BILAN
en euros

	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés (note 13)	37 946 020	39 040 284
Engagements de financement	27 686 079	25 598 196
Engagements de garantie	5 717 688	5 657 369
Engagements sur titres	4 542 253	7 784 720
Engagements reçus (note 13)	2 595 784	59 121 456
Engagements de financement	-	55 395 419
Engagements de garantie	2 595 784	3 726 037
Engagements sur titres	-	-

COMPTE DE RESULTATS en euros

	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts et produits assimilés (note 16)	20 269 621	16 927 750
Intérêts et charges assimilés (note 17)	10 120 346	5 912 094
Revenus des titres à revenu variable (note 18)	556 260	112 533
Commissions (produits) (note 19)	11 012 151	12 167 897
Commissions (charges) (note 19)	4 374 012	4 529 622
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 20)	40 341	88 783
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 21)	498 235	(109 220)
Autres produits d'exploitation bancaire (note 22)	533 384	493 787
Autres charges d'exploitation bancaire (note 22)	439 803	130 186
PRODUIT NET BANCAIRE	17 975 831	19 109 627
Charges générales d'exploitation (note 23)	18 127 980	16 169 742
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	451 448	528 621
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-603 596	2 411 264
Coût du risque (note 25)	407 579	(344 347)
RESULTAT D'EXPLOITATION	-196 017	2 066 917
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(326 816)	19 733
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-522 833	2 086 651
Résultats exceptionnels (note 26)	829 459	(218 505)
Impôts sur les bénéfices (note 27)	76 556	(436 000)
RESULTAT NET	383 182	1 432 146

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2024

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les titres de participation sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition. Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, la quote-part de situation nette et la valeur boursière des sociétés ayant une activité comparable. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

Instruments de taux d'intérêt échangés sur des marchés organisés ou assimilés

Les contrats de taux d'intérêt à terme, fermes ou conditionnels, échangés sur des marchés organisés ou assimilés, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Autres éléments de taux d'intérêt à terme

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :

- a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
- b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
- d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ;

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessous.

- a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats prorata temporis. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
- b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
- c) les charges et les produits sont inscrits prorata temporis au compte de résultats.
- d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés prorata temporis et comptabilisés en créances rattachées.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagements de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.

Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examen réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non-recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et de fonds de commerce.

Logiciels :

Les logiciels figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. La durée de vie et modes d'amortissement se présente de la manière suivante : Linéaire 1 à 7 ans

Frais d'établissement : Linéaire 1 à 3 ans

En cas de perte de valeur entre la valeur au bilan et la valeur d'usage, une dépréciation de l'actif serait à constater par une dotation de provision enregistrée en pertes sur actifs immobilisés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

- Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
- Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
- Matériels de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans

OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à leurs taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

Conformément au Livre II titre 7 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme à l'échéance correspondante.

Par ailleurs, les reports et déports liés aux opérations de change à terme couvertes, au sens de l'article 2723 - 3 dudit règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultats de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur date de mise en paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant et de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

En application de la méthode dite de " l'impôt exigible ", seuls les impôts exigibles à la date de clôture de l'exercice sont constatés dans les comptes. Par voie de conséquence, les provisions d'impôts différés ne sont pas retracées dans les comptes.

* * *

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

En 2024, l'exercice est marqué par la hausse du coût de la liquidité, avec une marge nette d'intérêts qui a baissé de 0.9 m€.

Dans le même temps la Banque a allégé son portefeuille pour compte propre de titre côtés, et a constaté une plus-value de cession pour +679 k€. La banque après de nombreuses années de négociations, a cédé son activité de transfert d'argent qui n'entraîne plus dans son plan stratégique pour un montant net de 670 k€.

La Banque a décidé de déprécier les titres de participations Lendix pour leur totalité, soit 200 k€.

Enfin, la Banque a déménagé durant le premier trimestre 2024 dans de nouveaux locaux plus adaptés pour recevoir aussi bien la clientèle que les salariés.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque ne constate pas d'évènement significatif.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVICES

En milliers d'euros	2024	2023
Total du bilan	558 861	595 067
Actif en devises	13 588	32 446
Passif en devises	13 468	31 892

CONVENTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Le tableau ci-dessous récapitule opérations significatives réalisées avec les parties liées, faisant l'objet de conventions ou de refacturations.

Entité	Nature de la relation	Personne physique / Personne morale	Type de transaction	Montant HT	Dans le champs des activités ordinaires ?
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Bail de sous-location	110 776	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention de mise à disposition du Personnel	134 734	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Refacturation diverses	92 171	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention mise à disposition des équipements	35 000	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention délégation de gestion	- 609 796	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention de mise à disposition du Personnel	- 31 929	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Bail de sous-location	165 475	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Refacturation ligne celeste	3 089	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Refacturation honoraires divers	6 442	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention abonnement et tenue de compte	- 631 048	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention activite CB	- 840 477	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention rémunération depots	- 3 028 651	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention licence MO	- 120 000	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention licence WEB	- 75 000	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Banking	- 5 779	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Divers	- 5 779	Oui

INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de transaction	580,0			580,0	575,0			575,0
OAT et BTF	580,0			580,0	575,0			575,0
Actions cotées								-
Opc								-
Portefeuille de placement	8 598	468	13 219	22 285	38 323	969	20 686	59 978
Valeurs brutes	8 598	713	13 496	22 807	38 323	1 335	21 019	60 677
OAT et BTF					15 824			15 824
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598			8 598	22 499			22 499
Obligations		713		713		1 335		1 335
Opc			12 174	12 174			18 803	18 803
Actions non cotées et parts sociales			1 322	1 322			2 216	2 216
Actions cotées								-
Créances rattachées						16		16
Provision		(245)	(277)	(522)		(382)	(333)	(715)
OAT et BTF								-
Valeurs du Trésor autres pays OCDE								-
Obligations		(245)		(245)		(382)		(382)
Opc			(277)	(277)			(333)	(333)
Portefeuille d'investissement					40 285			40 285
OAT et BTF					40 132			40 132
Valeurs du Trésor autres pays OCDE								-
Créances rattachées					153			153
Total	9 178	468	13 219	22 865	79 183	969	20 686	100 838

	2024						2023 Total
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	
Portefeuille de transaction	-	101	-	479	-	580	575
<i>OAT et BTF</i>	-	101	-	479	-	580	575
Portefeuille de placement	8 698	-	-	-	613	9 311	39 658
<i>OAT et BTF</i>	-	-	-	-	-	-	15 824
<i>Valeur d'acquisition</i>	-	-	-	-	-	-	16 000
<i>Décote / Prime</i>	-	-	-	-	-	-	-176
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598	-	-	-	-	8 598	22 499
<i>Valeur d'acquisition</i>	8 646	-	-	-	-	8 646	22 620
<i>Décote / Prime</i>	(48)	-	-	-	-	(48)	(121)
Obligations	100	-	-	-	613	713	1 335
<i>Valeur d'acquisition</i>	100	-	-	-	3 032	3 132	6 064
<i>Décote / Prime</i>	-	-	-	-	(2 419)	(2 419)	(4 729)

La banque investit principalement en titres d'état français (OAT et BTF) et US.

Ces titres sont utilisés dans le cadre de la stratégie de liquidité car considérés comme de haute qualité pour les ratios réglementaires (LCR, NSFR, ratio de solvabilité).

La banque investit également auprès de ses clients dans les produits créés par la société de gestion (Titres de placement cotés et non cotés).

Portefeuille de Placement
(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-valeur provisionnée	Plus valeur latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-valeur provisionnée	Plus valeur latente
Obligations assimilables du Trésor français	-	-	-	-	15 824	15 827	-	3
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598	8 601	-	3	22 499	22 501	-	2
Obligations	713	468	245	-	1 335	953	382	-
OPC	12 174	12 653	277	756	18 803	19 048	333	578
Actions	1 322	1 420	-	98	2 216	2 216	-	-
Total	22 807	23 142	522	857	60 677	60 545	715	583

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/2024	Entrées	Sorties	31/12/2024	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023
Portefeuille de Placement	60 677	44 051	81 921	22 807	44 789	136 247	120 359	60 677

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2024						2023
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Créances à vue	10 904	-	-	-	-	10 904	14 067
Comptes ordinaires	10 904	-	-	-	-	10 904	14 067
Créances à terme	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et comptes à terme	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-
Total	10 904	-	-	-	-	10 904	14 067

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE
Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d’euros)

	2024						2023
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
	21 751	9 227	36 575	112 816	127 378	307 747	317 028
Autres concours							
Crédits à la clientèle à court terme	13 289	116	555	8 105		22 065	33 529
Crédits à la clientèle à long terme	8 462	9 111	36 020	104 711	127 378	285 682	283 499
Comptes ordinaires débiteurs	11 381	-	-	-	-	11 381	5 309
Créances douteuses (voir note ci dessous)	3 319	216	197	1 358	1 862	6 952	9 709
Créances rattachées	578	66	57	6	21	728	710
Autres concours	510	66	57	6	21	660	670
Comptes ordinaires débiteurs	68	-	-	-	-	68	40
Total	37 029	9 509	36 829	114 180	129 261	326 808	332 756

Les encours de crédits à court terme ont diminué en 2024, compensés en partie par l’augmentation des comptes ordinaires débiteurs. Dans le même temps, les créances douteuses baissent grâce à une politique d’octroi et de suivi toujours plus efficace. La banque continue ainsi d’accompagner ses clients dans leurs projets personnels et professionnels, tout en réduisant ses risques.

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2024	2023
Sociétés	77 %	79 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	23 %	21 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2024	2023
Taux variable	15 %	13 %
Taux fixe	85 %	87 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)
en milliers d’euros

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques recues en garanties
1	10 703	-	10 703	2 070	-	13 900
2	8 200	1	8 201	-	-	8 124
3	6 503	-	6 503	-	-	6 500
4	3 651	2 617	6 268	4 000	-	2 280
4	6 229	-	6 229	-	-	823
6	4 002	2 000	6 002	-	-	-
7	5 816	-	5 816	-	-	5 250
8	5 513	-	5 513	-	-	4 800
9	5 090	115	5 205	-	-	-
10	5 166	18	5 183	-	-	5 179
TOTAL	60 872	4 751	65 623	6 070	-	46 855

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2024, l’encours des prêts de 296 491 milliers d’euros comportent 6 prêts d’un montant total de 5 437 k€ ayant fait l’objet d’une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2024	Provisions 31/12/2024	Montants nets 31/12/2024	Montants bruts 31/12/2023	Provisions 31/12/2023	Montants nets 31/12/2023
Créances douteuses compromises	1 901	1 684	217	2 492	1 861	631
Créances douteuses	7 032	297	6 735	9 627	549	9 078
Total	8 933	1 981	6 952	12 119	2 410	9 709

NOTE 4 - PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES NON COTEES
(en euros)

	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Produits globaux d'exploitation	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
1. Renseignements détaillés concernant les filiales WORMSER FRERES GESTION 11 bis boulevard Haussmann 75009 PARIS	1 400 000	1 192 807	100 %	1 400 000	1 400 000	4 081 487	201 753	500 000
2. Renseignements globaux concernant les participations Dans des sociétés françaises Dans des sociétés étrangères				305 176 80 036	105 850 80 036			56 260
Total général des valeurs d'inventaire des titres de filiales et de participations				1 785 211	1 585 886			556 260

3. Mouvements du Portefeuille de participation

Valeurs brutes	01/01/2024	Entrées	Sorties	31/12/2024	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023
Titres de participation	385 211	-	-	385 211	384 211	1 000	-	385 211
Parts dans les entreprises liées	1 400 000	-	-	1 400 000	1 400 000	-	-	1 400 000

Dépréciations	01/01/2024	Reprises	Dotations	31/12/2024	01/01/2023	Reprises	Dotations	31/12/2023
Titres de participation	-	-	199 326	199 326	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées*	-	-	-	-	-	-	-	-

* La BWF a procédé à la dépréciation totale de sa participation dans October.
La société October (ex-Lendix) ne propose plus de financement. Elle gère le stock existant en extinction.

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS
(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2024	Acquisitions	Cessions/Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2024	Amortissements/Provisions pour dépréciation 01/01/2024	Dotations	Reprises	Amortissements/Provisions pour dépréciation 31/12/2024	Valeurs comptables nettes 31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce	196	-	-	196	83	-	-	83	113	113
Frais d'établissement	361	-	-	361	361	-	-	361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours*	22	84	-	106	-	-	-	-	106	22
Autres immobilisations**	2 736	29	780	1 985	2 059	319	780	1 598	387	677
Total	3 315	113	780	2 648	2 503	319	780	2 042	606	812
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers, installations***	3 235	1 875	2 553	2 557	2 006	133	1 739	400	2 157	1 229
Total	3 235	1 875	2 553	2 557	2 006	133	1 739	400	2 157	1 229

* En 2024, l'augmentaton des immobilisations en cours est liée à la mise en place de projet informatiques sur les paiements instantanés pour 67 k€ et un nouveau logiciel de transfert de fichiers pour alimenter CBS pour 17 k€.
** La cession de l'activité BDE en 2024 a entraîné la cession des immobilisations en stock liées à cette activité pour 780 k€. Ces immobilisations étaient totalement amorties.
*** BWF a fait l'acquisition de 1875 k€ d'immobilisations corporelles afin d'aménager les nouveaux locaux. Le déménagement est effectif depuis mars 2024.
Dans le même temps, BWF a cédé pour 898 k€ d'immobilisations liées à l'activité BDE totalement amorties et mis au rebut 1655 k€ d'immobilisations liées aux locaux du 13 boulevard Haussmann.

NOTE 6 - AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Primes sur instruments conditionnels vendus	-	-
Comptes de règlement sur titres	3 479	8 698
Débiteurs divers	5 405	5 664
Dépôts de garantie	1 338	1 426
Divers	1 966	854
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers**	2 101	3 384
Total	8 884	14 362

* En 2023 dénouement d'un titre T-Bills d'un montant de 5 m\$ pour compte propre

** Le stock de biens immobiliers a baissé en 2024 avec la vente de programmes commercialisés par Histoire et Patrimoine

NOTE 7 - COMPTES DE REGULARISATIONS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Valeurs à rejeter	8	29
Produits à recevoir	1 958	2 279
Charges constatées d'avance	395	549
Divers	662	1 157
Total	3 023	4 014

INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN**NOTE 8 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir

(en milliers d'euros)

	2024					2023
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	15 222	-	-	-	15 222	7 180
Dépôts et comptes ordinaires	15 222	-	-	-	15 222	7 180
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme	-	-	-	-	-	22 920
Emprunt et compte à terme*	-	-	-	-	-	22 920
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	16
à vue	-	-	-	-	-	16
Total	15 222	-	-	-	15 222	30 116

* La Banque a contracté un emprunt à terme pour un montant de 25 millions de dollars US au 31/12/2023. Cet emprunt a été remboursé en totalité en 2024.

NOTE 9 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

	2024					2023
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	377 089	68 558	9 903	25 624	481 174	506 250
Comptes d'épargne à régime spécial	2 473	-	-	-	2 473	2 386
Comptes sur livret	345	-	-	-	345	324
Plan d'épargne actions	2 128	-	-	-	2 128	2 062
Autres dettes	374 616	68 558	9 903	25 624	478 701	503 864
A vue	355 457	-	-	-	355 457	405 324
Dépôts et comptes ordinaires *	355 457	-	-	-	355 457	405 324
A terme	19 159	68 558	9 903	25 624	123 244	98 540
Comptes à terme**	17 564	68 558	9 903	25 624	121 649	97 522
Dettes rattachées	1 595	-	-	-	1 595	1 018
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Titres négociables à court terme	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-

* Dont dettes concernant les entreprises liées : 799 k€ en 2024 et 1 809 k€ en 2023

** Les dépôts à terme ont augmenté en 2024.

NOTE 10 - AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Primes sur instruments conditionnels vendus	1	1
Comptes de règlement sur titres	122	130
Créditeurs divers	6 085	4 815
Dépôt de garantie versé *	670	1 050
Etat - Impôt société à payer	0	
Dettes fiscales et sociales	1 110	1 095
Rente viagère à payer	594	728
Divers **	3 711	1 942
Total	6 208	4 946

* Dépôt de garantie versé pour le swap par la contrepartie

** Dont fiducies sûretés en 2024 : 2 980 k€ (1 488 k€ en 2023)

NOTE 11 - COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Charges à payer	3 468	2 950
Produits constatés d'avance	252	84
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	66	67
Divers	4 966	2 635
Total	8 752	5 736

NOTE 12 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Le capital est composé de 160 000 actions de 100 euros de valeur nominale conférant toutes les mêmes droits.

	31/12/2023 <i>Avant répartition</i>	Affectation 2023	31/12/2023 <i>Après répartition</i>	31/12/2024 <i>Avant répartition</i>	Affectation 2024	31/12/2024 <i>Après répartition</i>
Capital souscrit	16 000		16 000	16 000		16 000
Réserve légale	1 600		1 600	1 600		1 600
Réserve facultative	12 600		12 600	12 600		12 600
Report à nouveau	15 747	984	16 731	16 731	307	17 038
Résultat de l'exercice	1 432	(1 432)	0	307		0
Total	47 379	-448	46 931	47 238		47 238

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**NOTE 13 - ENGAGEMENTS**

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Engagements donnés		
Engagements de financement <i>en faveur de la clientèle</i>	27 686 27 686	25 598 25 598
Engagements de garantie <i>en faveur de la clientèle</i>	5 718 5 718	5 657 5 657
Engagements sur titres <i>Titres à recevoir pour compte propre **</i>	4 542 4 542	7 785 7 785
Engagements reçus		
Engagements de financement <i>reçus d'établissements de crédit***</i>	- -	55 395 55 395
Engagements de garantie <i>reçus d'établissements de crédit*</i>	2 595 2 595	3 726 3 726

* dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 2 422 k€ au 31 décembre 2024, contre 3 322 k€ au 31 décembre 2023

** engagement de la Banque d'achat de titres de placement

*** engagement de financement reçu de la Banque de France

Dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème, la Banque de France demande des garanties à ses contreparties en échange des liquidités qu'elle leur fournit : c'est ce qu'on appelle le « collatéral » de politique monétaire. Ce mécanisme s'apparente à une sûreté classique, comme pour un crédit immobilier assorti d'une hypothèque, qui permet au créancier de se rembourser en cas de défaillance de son débiteur. Ainsi, pour protéger son bilan, la Banque de France exige que ses contreparties remettent en garantie des actifs pour une valeur au moins équivalente à leur encours de refinancement. Ces actifs doivent se conformer à un cadre réglementaire défini au niveau de l'Eurosystème.

NOTE 14 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31/12/2024 à 237 m€ contre 261 m€ au 31/12/2023

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31/12/2024 à 648 m€ contre 644 m€ au 31/12/2023

NOTE 15 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités

Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes. d'intérêt.

	2024				2023			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale	-	-	17 550	17 550	-	-	17 675	17 675
Opérations d'échange de taux d'intérêt *	-	-	17 550	17 550	-	-	17 675	17 675
Couverture affectée	-	-	28 717	7 649	-	-	35 546	8 445
Contrats conditionnels	-	-	28 717	7 649	-	-	35 546	8 445
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2024					2023
	inf. à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	2 763	62	18 107	25 335	46 267	53 221
Valeur de marché	-	-	384	111	495	1 059
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal	-	-	133	7 516	7 649	8 445
Valeur de marché	-	-	-	219	219	379

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2024					2023
	inf. à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché organisé						
Nominal						
Valeur de marché						

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits des opérations		
* avec les établissements de crédit*	7 904	3 603
Produits sur prêts	7 904	3 603
* avec la clientèle**	10 971	10 490
Produits sur créances clientèle	10 970	10 489
Produits sur autres opérations	1	1
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe***	1 395	2 835
Revenus sur titres de placement	1 149	2 423
Revenus sur titres d'investissement	246	412
TOTAL	20 270	16 928

* Produits tirés des dépôts auprès de la Banque de France et d'autres établissements bancaires.

** Produits tirés des opérations de prêts aux clients.

*** Produits tirés des placements pour compte propre, principalement en titres d'état

Les intérêts perçus sur les dépôts en Banque de France ont augmenté suite à l'augmentation des taux.

En 2024, BWF a arbitré le placement de sa trésorerie sur les dépôts en banque de France plutôt que sur des titres d'état.

NOTE 17 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Charges des opérations		
* avec les établissements de crédit	296	1 407
Charges sur dépôts et emprunt*	296	1 407
Charges sur instrument à terme		
* avec la clientèle	9 824	4 505
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme **	5 262	1 494
Charges sur autres opérations ***	4 562	3 011
TOTAL	10 120	5 912

* Dont charges sur emprunt à terme auprès de la Banque Dreyfus 236 k€. L'emprunt a été remboursé en 2024.

** Augmentation des charges liée à l'augmentation des encours de dépôts à terme de la clientèle.

*** Augmentation de la rémunération versée à saga suite à la renégociation de la convention en 2023.

L'augmentation des taux a eu pour effet corollaire la recherche par les clients de dépôts à terme rémunérateurs.

NOTE 18 - REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	2024	2023
sur parts dans les entreprises liées*	556	113
Total	556	113

* En 2024 versement d'un dividende provenant

- de Wormser Frères Gestion pour 500 k€

- de la société Saga pour 56 k€

NOTE 19 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits de courtages et commissions	11 012	12 168
Opérations sur titres*	3 703	4 207
Autres opérations	7 309	7 961
Charges de courtages et commissions	4 374	4 530
Opérations sur titres	388	382
Autres opérations	3 986	4 148
Résultat net sur commissions	6 638	7 638

* Intègre les commissions de surperformance pour 560 k€ en 2024, contre 1,25 m€ en 2023

NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Titres de transaction	10	57
Opérations de change	30	32
Opérations sur instruments financiers	-	-
TOTAL	40	89

NOTE 21 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Plus et moins values sur titres de placement*	305	165
(Dotations)/Reprises de provision	193	274
TOTAL	498	-109

* Ce poste comporte notamment les plus-values réalisées sur la cession des titres de placement d'OPC cotés, dont le montant s'est élevé à 679 k€ en 2024.

NOTE 22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Opérations immobilières	-	-
Charges refacturées	-	-
Prestations	192	221
Produits divers	341	273
Autres produits d'exploitation bancaire	533	494
Opérations immobilières	-	-
Charges diverses**	440	130
Autres charges d'exploitation bancaire	440	130

** Cashback versé aux clients Manager One

NOTE 23 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Frais de personnel (note 24)	10 124	9 447
Autres frais administratifs *	8 004	6 723
Total	18 128	16 170

* Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2024 au Conseil d'administration a été de 49 650 euros. En 2023 il s'élevait à 52 650 euros.

NOTE 24 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Salaires	6 342	5 872
Interessement	-	54
Participation	-	-
Charges sociales	3 047	2 733
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	877	788
Provision risque d'exploitation	(142)*	-
Total	10 124	9 447

* En 2024 une reprise nette de provision pour risque liée au personnel a été comptabilisée pour 142 milliers d'euros

effectif moyen	2024	2023
Effectif moyen	78	74
Dont cadres	54	49

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La politique de la Banque d'Escompte est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel, mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice au cours duquel le paiement effectif de la dette intervient.

Au 31 décembre 2024, cette charge a été évaluée à 188 milliers d'euros avant impôt, elle avait été évaluée en 2023 à 209 milliers d'euros.

NOTE 25 - COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2023	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2024
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle (note 3)	2 410	283		(713)	1 980
Débiteurs divers (note 6)	45				45
Emplois divers (note 6)	-				-
Total des provisions pour dépréciation	2 455	283		(713)	2 025
Provisions pour risques et charges					
Provision risque prud'homal	182	40		(182)*	40
Provision risque litige clientèle	225			(75)	150
Provision pour charges	233		(233)**		0
Total des provisions pour risques et charges	640	40	(233)	(257)	190

* Reprise comptabilisée dans les charges d'exploitation

** Reprise comptabilisée en résultat exceptionnel

Le coût du risque pour l'exercice 2024 contribue aux résultats pour 407 keur provenant de :

Reprise de provisions pour dépréciation utilisée	713
Reprise de provisions pour dépréciation non utilisée	-
Reprise aux provisions pour débiteurs divers	-
Reprise de provisions pour risques et charges utilisée	75
Reprise de provisions pour risques et charges non utilisée	0
Récupération sur créances amorties	788
sous total	(283)
Dotation aux provisions pour dépréciation Clientèle	-
Dotation aux provisions pour débiteurs divers	(67)
Dotation aux provisions pour risques et charges	(31)
Créances irrécouvrables couvertes par provision	(381)
Créances irrécouvrables non couvertes par provision	407
sous total	
Contribution nette aux résultats	407

NOTE 26 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits exceptionnels	903	100
Charges exceptionnelles**	(74)	(319)
Total	829	(219)

NOTE 27 - IMPOT SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

1. La Banque d'Escompte détenant une filiale à plus de 95 % a opté pour le régime de l'intégration fiscale de ses résultats taxables. La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par la société intégrée comme cela aurait été le cas en l'absence de l'intégration.

Les économies d'impôt éventuellement réalisées par le groupe sont constatées dans les livres de la société mère.

2. Charge de l'impôt sur les sociétés	2024	2023
Impôts avant retraitement fiscal au taux normal	77	467
Effet d'impôt des différences permanentes :	(207)	22
<i>Régime des sociétés mères et des filiales</i>	(124)	-
<i>Divers</i>	(83)	22
Effets d'impôt des différences temporaires		
Impôts dus au taux de 26.5 %		
Impôts dus au taux de 25 %	-	489
Charges/(Produits) d'intégration fiscale		
Imputation des crédits d'impôt	(76)	(53)
Contribution sociale 3,30 %	-	-
Charge/ (Produit) d'impôt sur les sociétés	(76)	436

3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés	2024	2023
Impôts sur résultats courants		490
Impôts sur résultats exceptionnels	(76)	(54)
Total	(76)	436

4. Impôt différé sur les sociétés

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 il n'existait ni créance ni dette d'impôt différé.

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31-déc- 2020	31-déc- 2021	31-déc- 2022	31-déc- 2023	31-déc- 2024
1. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social (en euros)	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000
b) Nombre d'actions émises	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
2. RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS (en euros)					
a) Chiffre d'affaires	16 110 471	20 041 135	23 010 072	29 207 214	32 470 189
b) Résultats avant impôt, amortissements, provisions	2 394 840	3 206 760	3 719 680	3 097 961	215 810
c) Impôts sur les bénéfices	348 628	728 197	776 985	436 000	(76 556)
d) Résultats après impôt, amortissements, provisions	1 566 143	2 579 938	2 294 045	1 432 146	383 182
3. RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION (en euros)					
a) Résultats après impôt, mais avant amortissements et provisions	12,79	15,49	18,39	16,64	1,35
b) Résultats après impôt, amortissements, provisions	9,79	16,12	14,34	8,95	2,39
c) Dividende distribué à chaque action au cours de l'exercice	-	2,50	3,75	1,875	2,8
4. PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	68	67	63	74	78
b) Montant de la masse salariale (en euros)	4 331 579	4 795 823	5 146 052	5 926 075	6 342 783
c) Montant des sommes versées au titres des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) (en euros)	1 865 745	2 054 009	2 188 991	2 733 551	3 046 737

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société Banque d’Escompte - Banque Wormser Frères relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion ainsi exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
La Banque d’Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l’incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d’échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique.
La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes.	Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d’identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d’estimation des dépréciations.
Comme indiqué dans l’annexe aux comptes consolidés, les créances douteuses présentant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l’objet d’une provision pour dépréciation, en déduction de l’actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d’examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l’analyse du risque et des garanties disponibles.	Sur la base d’un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l’appréciation du risque de non- recouvrement.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.	
---	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Forvis Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Forvis Mazars était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption.

Le cabinet Cailliau Dedouit et Associés a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 8 juin 2023.

A la date de clôture, le cabinet Cailliau Dedouit et Associés était dans la seconde année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatifs à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie le 9 mai 2025

Les Commissaires aux comptes

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES

Sandrine LE MAO

FORVIS MAZARS

Bertrand DESPORTES

BILAN avant repartition

ACTIF	31.12.2024	31.12.2023
Opérations interbancaires et assimilées (note 2)	193 042 174	139 421 772
Opérations avec la clientèle (note 3)	326 808 625	332 756 277
Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable (note 1)	22 864 835	100 838 574
Participations, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	185 885	385 211
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	4 185 530	3 474 586
Autres comptes de régularisation et actifs divers (note 5)	13 406 996	19 176 956
Total	560 494 045	596 053 377
PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
Opérations interbancaires et assimilées (note 6)	15 222 426	30 119 475
Opérations avec la clientèle (note 7)	480 375 137	504 440 735
Dettes représentées par un titre (note 7)	-	-
Autres comptes de régularisation et passifs divers (note 8)	15 899 214	11 701 823
Provisions pour risques et charges (note 21)	437 665	938 878
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres (hors FRBG) (note 9)	48 559 603	48 852 467
Part du groupe		
- Capital souscrit	16 000 000	16 000 000
- Réserves consolidées et autres	32 403 959	30 891 788
- Résultat de l'exercice	155 644	1 960 678
Total	560 494 045	596 053 377

HORS-BILAN en euros

	31.12.2024	31.12.2023
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements donnés de l'activité bancaire (note 10)	37 946 020	39 040 284
Engagements de financement	27 686 079	25 598 196
Engagements de garantie	5 717 688	5 657 369
Engagements sur titres	4 542 253	7 784 720
Engagements reçus de l'activité assurance	-	-
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements reçus de l'activité bancaire (note 10)	2 595 784	59 121 456
Engagements de financement	-	55 395 419
Engagements de garantie	2 595 784	3 726 037
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus de l'activité assurance	-	-

COMPTE DE RESULTATS en euros

	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts et produits assimilés (note 13)	20 269 621	16 927 750
Intérêts et charges assimilés (note 14)	10 120 346	5 912 094
Revenus des titres à revenu variable	56 260	112 533
Commissions (produits) (note 15)	13 984 852	15 169 860
Commissions (charges) (note 15)	3 856 540	4 099 876
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 16)	40 307	89 059
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 17)	498 235	(109 220)
Autres produits (charges) d'exploitation (note 18)	1 000 446	654 299
Autres charges d'exploitation bancaire (note 18)	408 043	130 186
PRODUIT NET BANCAIRE	21 464 791	22 702 123
Charges générales d'exploitation (notes 19 et 21)	21 729 767	19 066 691
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	480 636	536 286
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	(745 612)	3 099 145
Coût du risque (note 21)	407 579	(344 347)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(338 033)	2 754 798
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	(326 816)	18 722
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(664 849)	2 773 521
Résultats exceptionnels (note 22)	836 605	(206 287)
Impôts sur les bénéfices (note 23)	(16 112)	(606 555)
Intérêts minoritaires	-	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	155 644	1 960 678

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2024

MODALITES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés contrôlées directement et indirectement par la Banque Wormser Frères. Ces sociétés et le pourcentage de contrôle et d'intérêt les concernant se présentent ainsi :

	2024		2023	
	Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
Wormser Frères Gestion	100 %	100 %	100 %	100 %

Méthode de consolidation

Les comptes consolidés de l'exercice 2024 ont été établis à partir des comptes sociaux des sociétés correspondant à un exercice de douze mois, débutant le 1^{er} janvier 2024 et prenant fin le 31 décembre 2024.

Les sociétés détenues à plus de 50 % sont consolidées par intégration globale, celles détenues à plus de 25 % et à moins de 50 % sont consolidées par mise en équivalence, sauf pour celles dont l'impact n'est pas significatif.

Les soldes et opérations réciproques figurant au bilan ou en compte de résultats ont été éliminés pour les sociétés consolidées par intégration globale.

Différence de première consolidation

Des différences existent entre les prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la valeur de la part du groupe dans leur actif net à la date des prises de participations. Ces différences positives ont été affectées au poste " différence de première consolidation " à l'actif du bilan.

Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable retraité. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Intérêts des minoritaires

Il s'agit de la part des minoritaires dans la situation nette comptable et dans les résultats des filiales consolidées par intégration globale.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement, ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les titres de participation sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur d'usage déterminée. Pour les titres non cotés, lorsque la valeur d'usage individuelle des participations devient inférieure à la valeur brute en compte, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. Lorsque cela est possible, la valeur d'inventaire est estimée à partir de la valeur de sociétés ayant une activité comparable dont les actions sont cotées à la bourse de Paris. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent.

Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Instruments de taux d'intérêt à terme

Les contrats fermes ou conditionnels de taux d'intérêt à terme, traités sur des marchés organisés et assimilés ou de gré à gré, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats de taux d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Echange de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :

- a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
- b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
- d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessus.

- a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats prorata temporis. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
- b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
- c) les charges et les produits sont inscrits prorata temporis au compte de résultats.
- d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés prorata temporis et comptabilisés en créances rattachées.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagement de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.

Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examen réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non-recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
Logiciels :	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans
Frais d'établissement :	Linéaire	3 ans

DIFFERENCE DE PREMIERE CONSOLIDATION

Les différences de première consolidation font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de vingt ans maximum.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

En 2024, l'exercice est marqué par la hausse du coût de la liquidité, avec une marge nette d'intérêts qui a baissé de 0.9 m€.

Dans le même temps la Banque a allégé son portefeuille pour compte propre de titre côtés, et a constaté une plus-value de cession pour +679 k€.

La banque après de nombreuses années de négociations, a cédé son activité de transfert d'argent qui n'entrait plus dans son plan stratégique pour un montant net de 670 k€.

La Banque a décidé de déprécier les titres de participations Lendix pour leur totalité, soit 200 k€.

Enfin, la Banque a déménagé durant le premier trimestre 2024 dans de nouveaux locaux plus adaptés pour recevoir aussi bien la clientèle que les salariés.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque ne constate pas d'évènement significatif.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES

En milliers d'euros	2024	2023
Total du bilan	560 480	596 053
Actif en devises	32 446	32 446
Passif en devises	31 892	31 892

INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS INCLUSES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SELON L'ARTICLE L. 511-45 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

Implantation par pays	Métier
France	
Banque Wormser Frères	Banque privée
Wormser Frères Gestion	Société de gestion

CONVENTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Le tableau ci-dessous récapitule opérations significatives réalisées avec les parties liées, faisant l'objet de conventions ou de refacturations.

Entité	Nature de la relation	Personne physique / Personne morale	Type de transaction	Montant HT	Dans le champs des activités ordinaires ?
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Bail de sous-location	110 776	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention de mise à disposition du Personnel	134 734	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Refacturation diverses	92 171	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention mise à disposition des équipements	35 000	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention délégation de gestion	- 609 796	Oui
Wormser Frère Gestion	Filiale	Personne morale	Convention de mise à disposition du Personnel	- 31 929	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Bail de sous-location	165 475	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Refacturation ligne celeste	3 089	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Refacturation honoraires divers	6 442	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention abonnement et tenue de compte	- 631 048	Oui

Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention activite CB	- 840 477	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention rémunération depots	- 3 028 651	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention licence MO	- 120 000	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Convention licence WEB Banking	- 75 000	Oui
Saga Corp	Entreprise liée (participation)	Personne morale	Divers	- 5 779	Oui

Informations par pays (en milliers d'euros) :

France	2024	2023
Chiffre d'affaires	36 551	34 193
Produit Net bancaire	21 465	22 702
Effectifs en équivalent temps plein		86,1
Bénéfice avant impôt	172	2 567
Impôts sur les bénéfices courants	+30	-607
Impôts sur les bénéfices différés	Néant	Néant
Subventions publiques reçues	Néant	Néant

INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable (en milliers d'euros)

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de transaction	580	-	-	580	575	-	-	575
OAT et BTF	580	-	-	-	-	-	-	-
Actions cotées	-	-	-	-	-	-	-	-
Opc	-	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de placement	8 598	468	13 219	22 285	38 323	969	20 686	59 978
Valeurs brutes	8 598	713	13 496	22 807	38 323	1 335	21 019	60 677
OAT et BTF	-	-	-	-	15 824	-	-	15 824
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598	-	-	8 598	22 499	-	-	22 499
Obligations	-	713	-	713	-	1 335	-	1 335
Opc	-	-	12 174	12 174	-	-	18 803	18 803
Actions non cotées et parts sociales	-	-	1 322	1 322	-	-	2 216	2 216
Actions cotées	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	16	-	16
Provision	-	(245)	(277)	(522)	-	(382)	(333)	(715)
OAT et BTF	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	(245)	-	(245)	-	(382)	-	(382)
Opc	-	-	(277)	(277)	-	-	(333)	(333)
Portefeuille d'investissement	-	-	-	-	40 285	-	-	40 285
OAT et BTF	-	-	-	-	40 132	-	-	40 132
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	153	-	-	153
Total	9 178	468	13 219	22 865	79 183	969	20 686	100 838

	2024						2023
	Inf. à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois	Sup à 1 an	Sup à 5 ans	Total	Total
Portefeuille de transaction	-	101	-	479	-	580	575
<i>OAT et BTF</i>	-	101	-	479	-	580	575
Portefeuille de placement	8 698	-	-	-	613	9 311	39 658
<i>OAT et BTF</i>	-	-	-	-	-	-	15 824
<i>Valeur d'acquisition</i>	-	-	-	-	-	-	16 000
<i>Décote / Prime</i>	-	-	-	-	-	-	-176
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598	-	-	-	-	8 598	22 499
<i>Valeur d'acquisition</i>	8 646	-	-	-	-	8 646	22 620
<i>Décote / Prime</i>	(48)	-	-	-	-	(48)	(121)
Obligations	100	-	-	-	613	713	1 335
<i>Valeur d'acquisition</i>	100	-	-	-	3 032	3 132	6 064
<i>Décote / Prime</i>	-	-	-	-	(2 419)	(2 419)	(4 729)

La banque investit principalement en titres d'état français (OAT et BTF) et US.

Ces titres sont utilisés dans le cadre de la stratégie de liquidité car considérés comme de haute qualité pour les ratios réglementaires (LCR, NSFR, ratio de solvabilité).

La banque investit également auprès de ses clients dans les produits créés par la société de gestion (Titres de placement cotés et non cotés).

Portefeuille de Placement
(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
Obligations assimilables du Trésor français	-	-	-	-	15 824	15 827	-	3
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	8 598	8 601	-	3	22 499	22 501	-	2
Obligations	713	468	245	-	1 335	953	382	-
OPC	12 174	12 653	277	756	18 803	19 048	333	578
Actions	1 322	1 420	-	98	2 216	2 216	-	-
Total	22 807	23 142	522	857	60 677	60 545	715	583

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/2024	Entrées	Sorties	31/12/2024	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023
Portefeuille de Placement	60 677	44 051	81 921	22 807	44 789	136 247	120 359	60 677

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2024						2023
	Inf à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Sup à 1 an et inf à 5 ans	Sup à 5 ans	Total	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	182 027	-	-	-	-	182 027	125 203
Créances sur établissement de crédit	11 015	-	-	-	-	11 015	14 219
Comptes ordinaires à vue	11 015	-	-	-	-	11 015	14 219
Prêts et comptes à terme*	-	-	-	-	-	-	-
Total	193 042	-	-	-	-	193 042	139 422

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE
Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d’euros)

	2024						2023
	Inf. à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Sup à 1 an	Sup à 5 ans	Total	Total
	21 751	9 227	36 575	112 816	127 378	307 747	317 028
Autres concours							
Crédits à la clientèle à court terme	13 289	116	555	8 105	-	22 065	33 529
Crédits à la clientèle à long terme	8 462	9 111	36 020	104 711	127 378	285 682	283 499
Comptes ordinaires débiteurs	11 381					11 381	5 309
Créances douteuses	3 319	216	197	1 358	1 862	6 952	9 709
Créances rattachées	578	66	57	6	21	728	710
Autres concours	510	66	57	6	21	660	670
Comptes ordinaires débiteurs	68	-	-	-	-	68	40
Total	37 029	9 509	36 829	114 180	129 261	326 808	332 756

Les encours de crédits à court terme ont diminué en 2024, compensés en partie par l’augmentation des comptes ordinaires débiteurs. Dans le même temps, les créances douteuses baissent grâce à une politique d’octroi et de suivi toujours plus efficace. La banque continue ainsi d’accompagner ses clients dans leurs projets personnels et professionnels, tout en réduisant ses risques.

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2024	2023
Sociétés	77 %	79 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	23 %	21 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2024	2023
Taux variable	15 %	13 %
Taux fixe	85 %	87 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)
en milliers d’euros

Crédits et découverts utilisés		Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques recues en garanties
1	10 703	-	10 703	2 070	-	13 900
2	8 200	1	8 201	-	-	8 124
3	6 503	-	6 503	-	-	6 500
4	3 651	2 617	6 268	-	-	2 280
4	6 229	-	6 229	-	-	823
6	4 002	2 000	6 002	-	-	-
7	5 816	-	5 816	4 000	-	5 250
8	5 513	-	5 513	-	-	4 800
9	5 090	115	5 205	-	-	-
10	5 166	18	5 183	-	-	5 179
TOTAL	60 872	4 751	65 623	6 070	-	46 855

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2024, l’encours des prêts de 296 491 milliers d’euros comportent 6 prêts d’un montant total de 5 437 milliers d’euros ayant fait l’objet d’une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts	Provisions	Montants nets	Montants bruts	Provisions	Montants nets
	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2023	31/12/2023
Créances douteuses compromises	1 901	1 684	217	2 492	1 861	631
Créances douteuses	7 032	297	6 735	9 627	549	9 078
Total	8 933	1 981	6 952	12 119	2 410	9 709

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS
(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2024	Acquisitions	Cessions/Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2024	Amortissements/Provisions pour dépréciation 01/01/2024	Dotations	Reprises	Amortissements/Provisions pour dépréciation 31/12/2024	Valeurs comptables nettes	
									31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce	1 562	-	-	1 562	83	-	-	83	1 479	1 479
Frais d'établissement	361	-	-	361	361	-	-	361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours*	57	102	-	159	-	-	-	-	159	57
Autres immobilisations**	2 794	29	780	2 043	2 090	346	780	1 656	387	704
Total	4 774	131	780	4 125	2 534	419	-	2 100	2 025	2 241
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers, installations***	3 294	1 875	2 553	2 616	2 060	135	1 739	456	2 160	1 234
Total	3 294	1 875	2 553	2 616	2 060	161	105	456	2 160	1 234
Total	8 068	2 006	3 333	6 741	4 594	580	105	4 594	4 185	3 475

* En 2024, l'augmentaton des immobilisations en cours est liée à la mise en place de projet informatiques sur les paiements instantanés pour 67 k€ et un nouveau logiciel de transfert de fichiers pour alimenter CBS pour 17 k€.

** La cession de l'activité BDE en 2024 a entraîné la cession des immobilisations en stock liées à cette activité pour 780 k€. Ces immobilisations étaient totalement amorties.

*** BWF a fait l'acquisition de 1875 k€ d'immobilisations corporelles afin d'aménager les nouveaux locaux. Le déménagement est effectif depuis mars 2024.

Dans le même temps, BWF a cédé pour 898 k€ d'immobilisations liées à l'activité BDE totalement amorties et mis au rebut 1655 k€ d'immobilisations liées aux locaux du 13 boulevard Haussmann.

NOTE 5 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS
(en milliers d'euros)

	2024	2023
Primes sur instruments conditionnels vendus	0	0
Comptes de règlement sur titres*	3 479	8 698
Débiteurs divers	7 009	6 436
Dépôts de garantie	1 338	1 426
Etat, créance sur impôt société différé	1 174	44
Divers	2 396	1 582
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers**	2 101	3 384
Comptes de régularisation	2 919	4 043
Valeurs à rejeter	8	29
Produits à recevoir***	1 787	2 279
Charges constatées d'avance	462	578
Divers	662	1 157
Total	13 407	19 177

* En 2023 dénouement d'un titre T-Bills d'un montant de 5 m\$ pour compte propre

** Le stock de biens immobiliers a baissé en 2024 avec la vente de programmes commercialisés par Histoire et Patrimoine

INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 6 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2024					2023
	Inf à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	15 222	-	-	-	15 222	7 180
Dépôts et comptes ordinaires	15 222	-	-	-	15 222	7 180
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme	-	-	-	-	-	22 920
Emprunt et compte à terme*	-	-	-	-	-	22 920
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	20
A vue	-	-	-	-	-	0
Total	15 222	-	-	-	15 222	30 120

* La Banque d'Escompte a contracté un emprunt à terme pour un montant de 25 millions de dollars US au 31/12/2023.

Cet emprunt a été totalement remboursé en 2024

NOTE 7 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2024					2023
	Inf à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	376 290	68 558	9 903	25 624	480 375	504 441
Comptes d'épargne à régime spécial	2 473	-	-	-	2 473	2 386
Comptes sur livret	345	-	-	-	345	324
Plan d'épargne actions	2 128	-	-	-	2 128	2 062
Autres dettes	373 817	68 558	9 903	25 624	477 902	502 055
A vue	354 658	-	-	-	354 658	403 515
Dépôts et comptes ordinaires	354 658	-	-	-	354 658	403 515
A terme	19 159	68 558	9 903	25 624	123 244	98 540
Comptes à terme	17 564	68 558	9 903	25 624	121 649	97 522
Dettes rattachées	1 595	-	-	-	1 595	1 018

NOTE 8 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Primes sur instruments conditionnels vendus	1	1
Comptes de règlement sur titres	122	130
Créditeurs divers	6 337	5 094
Dépôt de garantie versé*	670	1 050
Etat - Impôt société à payer	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 390	1 287
Rente viagère à payer	594	728
Divers**	3 683	2029
Comptes de régularisation	9 439	6 477
Charges à payer	4 155	3 691
Produits constatés d'avance	252	84
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	66	67
Divers	4 966	2 635
Total	15 899	11 702

* Dépôt de garantie versé pour le swap par la contrepartie

** Dont fiducies sûretés en 2024 : 2 980 milliers d'euros (1 488 milliers d'euros en 2023)

NOTE 9 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées et autres	Report à nouveau	Résultats	Total
Capitaux propres au 31/12/2023 avant affectation	16 000	14 372	16 519	1 961	48 852
<i>Affectation du résultat 2023</i>			1 513	(1 961)	(448)
Capitaux propres au 31/12/2023 après affectation	16 000	14 372	18 032	-	48 404
Résultat 2024				156	156
Capitaux propres au 31/12/2024 avant affectation	16 000	14 372	18 032	156	48 560
<i>Affectation du résultat 2024</i>			156	(156)	0
Capitaux propres au 31/12/2024 après affectation	16 000	14 372	18 188	-	48 560

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**NOTE 10 - ENGAGEMENTS**

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	27 686	25 598
<i>En faveur de la clientèle</i>	27 686	25 598
Engagements de garantie	5 718	5 657
<i>En faveur de la clientèle</i>	5 718	5 657
Engagements sur titres	4 542	7 785
<i>Titres à recevoir pour compte propre **</i>	4 542	7 785
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	55 395
<i>Reçus d'établissements de crédit***</i>	-	55 395
Engagements de garantie	2 595	3 726
<i>Reçus d'établissements de crédit*</i>	2 595	3 726

* dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 2 422 milliers d'euros au 31 décembre 2024. 3 322 milliers d'euros au 31 décembre 2023

** engagement de la Banque d'achat de titres de placement

*** engagement de financement reçu de la Banque de France

Dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème, la Banque de France demande des garanties à ses contreparties en échange des liquidités qu'elle leur fournit : c'est ce qu'on appelle le « collatéral » de politique monétaire. Ce mécanisme s'apparente à une sûreté classique, comme pour un crédit immobilier assorti d'une hypothèque, qui permet au créancier de se rembourser en cas de défaillance de son débiteur. Ainsi, pour protéger son bilan, la Banque de France exige que ses contreparties remettent en garantie des actifs pour une valeur au moins équivalente à leur encours de refinancement. Ces actifs doivent se conformer à un cadre réglementaire défini au niveau de l'Eurosystème.

NOTE 11 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31/12/2024 à 237 m€ contre 261 m€ au 31/12/2023

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31/12/2024 à 648 m€ contre 644 m€ au 31/12/2023

NOTE 12 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes. d'intérêt.

	2024				2023			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale	-	-	17 550	17 550	-	-	17 675	17 675
Opérations d'échange de taux d'intérêt *	-	-	17 550	17 550	-	-	17 675	17 675
Couverture affectée	-	-	28 717	7 649	-	-	35 546	8 445
Contrats conditionnels	-	-	28 717	7 649	-	-	35 546	8 445
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2024					2023
	Inf. à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	2 763	62	18 107	25 335	46 267	53 221
Valeur de marché	-	-	384	111	495	1 059
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal	-	-	133	7 516	7 649	8 445
Valeur de marché	-	-	-	219	219	379

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2024					2023
	Inf. à 3 mois	De 3 mois à de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché organisé						
Nominal						
Valeur de marché						

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 13 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits des opérations		
* avec les établissements de crédit*	7 904	3 603
Produits sur prêts	7 904	3 603
* avec la clientèle**	10 971	10 490
Produits sur créances clientèle	10 970	10 489
Produits sur autres opérations	1	1
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe***	1 395	2 835
Revenus sur titres de placement	1 149	2 423
Revenus sur titres d'investissement	246	412
TOTAL	20 270	16 928

* Produits tirés des dépôts auprès de la Banque de France et d'autres établissements bancaires.

** Produits tirés des opérations de prêts aux clients.

*** Produits tirés des placements pour compte propre, principalement en titres d'état

Les intérêts perçus sur les dépôts en Banque de France ont augmenté suite à l'augmentation des En 2024, BWF a arbitré le placement de sa trésorerie sur les dépôts en banque de France plutôt que sur des titres d'état.

NOTE 14 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Charges des opérations		
* avec les établissements de crédit	296	1 407
Charges sur dépôts et emprunt*		
Charges sur instrument à terme	296	1 407
* avec la clientèle	9 824	4 505
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme**	5 262	1 494
Charges sur autres opérations***	4 562	3 011
TOTAL	10 120	5 912

* Charges sur emprunt à terme auprès d'établissements bancaires

** Augmentation des charges liée à l'augmentation des encours de dépôts à terme de la clientèle.

*** Augmentation de la rémunération versée à saga suite à la renégociation de la convention en 20

L'augmentation des taux a eu pour effet corollaire la recherche par les clients de dépôts à terme ré

NOTE 15 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits de courtages et commissions	13 984	15 170
Opérations sur titres*	6 675	7 819
Autres opérations	7 309	7 351
Charges de courtages et commissions	3 856	4 100
Opérations sur titres	480	562
Autres opérations	3 376	3 538
Résultat net sur commissions	10 128	11 070

NOTE 16 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Titres de transaction	10	57
Opérations de change	30	32
Opérations sur instruments financiers	-	-
TOTAL	40	89

NOTE 17 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Plus value sur titres de placement	305	165
(Dotations)/Reprises de provision	193	-274
TOTAL	498	(109)

NOTE 18 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Opérations immobilières	-	-
Charges refacturées	-	-
Prestations	301	324
Produits divers	699	330
Autres produits d'exploitation bancaire	1 000	654
Opérations immobilières	-	-
Charges diverses	408	130
Autres charges d'exploitation bancaire	408	130

NOTE 19 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Frais de personnel	12 185	11 207
Autres frais administratifs *	9 545	7 860
Total	21 730	19 067

* Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2024 au Conseil d'administration a été de 49 650 euros. En 2023 il s'élevait à 52 650 euros.

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2024 et 2023 a été respectivement de 129 413 euros et 111 478 euros.

Il n'y a pas eu d'honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre des conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ni en 2024, ni en 2023

NOTE 20 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2023	2023
Salaires	7 703	6 994
Interessement	-	50
Participation	-	-
Charges sociales	3 664	3 165
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	915	998
Provision risque d'exploitation	(97) 8	
Total	12 185	11 207

* En 2024 une reprise nette de provision pour risque liée au personnel a été comptabilisée pour 97 milliers d'euros

Le nombre moyen des salariés permanents employés au cours de l'exercice par les entreprises consolidées par intégration globale est de 95 personnes, contre 88 personnes sur l'exercice précédent.

NOTE 21 - COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2023	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2024
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle (note 3)	2 410	283		(713)	1 980
Débiteurs divers (note 6)	45				45
Emplois divers (note 6)	-				-
Total des provisions pour dépréciation	2 455	283		(713)	2 025
Provisions pour risques et charges					
Indemnités fin de carrière	299				299
Provision risque prud'homal	182	85		(182) *	85
Provision risque litige clientèle	225			(75)	150
Provision pour charges	233		(233) **		0
Total des provisions pour risques et charges	939	85	(233)	(257)	534

* Reprise comptabilisée dans les charges d'exploitation

** Reprise comptabilisée en résultat exceptionnel

NOTE 22 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Produits exceptionnels	910	111
Charges exceptionnelles	(74) *	(318)
Total	836	(206)

* En 2024, les produits exceptionnels comprennent le produit de la vente de notre activité de transfert d'argent (670 milliers d'euros) et les reprises de prov 2023 liées au déménagement (232 milliers d'euros)

NOTE 23 - IMPOTS SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

	2024	2023
Charges des impôts courants de l'exercice	(225)	657
Charges des impôts exceptionnels de l'exercice	209	(51)
Charges/(Produits) de l'impôt sur les sociétés	(16)	606

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale décide la répartition suivante des bénéfices disponibles qui s'établissent à la somme de :

Report à nouveau de l'exercice 2023	€ 16 730 963.37
Augmenté du bénéfice de l'exercice 2024	€ 383 182
	€ 17 114 145,37
Au report à nouveau 2024	€ 17 114 145,37

RAPPORT DE GESTION

Les rapports de gestion sont tenus à la disposition du public au siège social : 7-11 Boulevard Haussmann - 75009 PARIS.